



Un fleuve n'est jamais le même...

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Une lutte sans merci

par Edouard DEPREUX



...Car les combats se trainent encore.



Et beaucoup veulent la paix.

On se demandait jadis quelles seraient les impressions d'un homme qui, endormi pendant des siècles, se réveillerait soudain dans un monde profondément transformé. A la cadence actuelle, on peut se poser la même question à l'égard de celui dont le sommeil aurait duré depuis la parution de notre dernier numéro, fin juillet, jusqu'à aujourd'hui. Les ouvrages d'astronautique, les manuels d'histoire, les atlas qui auraient été alors publiés, seraient déjà périmés. Les savants, non contents d'avoir vengé Prométhée et pénétré les entrailles de l'atome, ont, pendant ce laps de temps, organisé dans le cosmos, une promenade de deux petites chiennes, revenues, ainsi que la faune variée qui les accompagnait, en excellente santé et qui seront bientôt imitées par des êtres humains.

Plus d'une dizaine de naissances de nations a été inscrite sur les registres de l'état civil de l'O.N.U. dont l'action ne se manifeste pas uniquement dans ces « instances, hétéroclites, passionnées et tumultueuses », dénoncées par le Monarque qui, de passage à New-York, dédaigna d'y rendre la moindre visite à l'Organisation internationale.

Le tourbillon de la décolonisation secoue, à un rythme accéléré, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique du Centre et du Sud, travaillées à la fois par des forces centripètes et centrifuges, celles-ci paraissant aujourd'hui les plus fortes, celles-là devant, selon toute vraisemblance, l'emporter dans un délai plus ou moins éloigné. On ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve, constatait Héraclite. Pas même une fois, surenchérisait un de ses disciples, car dans un univers en perpétuel devenir, un fleuve n'est jamais le même.

Que ne dirait-il pas aujourd'hui ?

Au milieu d'un grand désarroi des hommes, des institutions et des choses, la France pourrait, si elle était restée fidèle au message des Droits de l'Homme, jouer un rôle capital. Il ne lui faudrait pas céder à la tentation de la fausse grandeur en faisant éclater une nouvelle bombe — souterraine ou non — au Sahara, mais elle devrait lancer un nouvel appel de paix, de liberté et de fraternité.

Cela lui sera, hélas, interdit tant que durera cette affreuse guerre d'Algérie qui mine la Communauté, nous aliène les sympathies du tiers-monde, nous amène à nous solidariser avec les pires colonialistes des deux hémisphères, à mendier les suffrages de Franco et des racistes de l'Afrique du Sud, et nous condamne ainsi à l'impuissance.

Les princes qui nous gouvernent — et singulièrement le plus grand — ont torpillé les pourparlers de Melun et anéanti pour la troisième fois les espérances qu'ils avaient fait naître (d'abord lors de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, puis lors du discours sur « l'autodétermination », et enfin, il y a quelques semaines).

Ils récoltent ce qu'ils ont semé : l'internationalisation tant redoutée du conflit franco-algérien s'inscrit peu à peu, non seulement dans les déclarations du G.P.R.A., mais dans les faits. Ceux qui n'ont pas tout mis en œuvre pour assurer le succès des négociations directes sont mal fondés à s'en plaindre. L'expérience indochinoise ne leur a décidément rien appris. Quelques déclarations « libérales » non suivies d'effets à la veille du débat annuel de l'O.N.U., suivant une jurispru-

(Suite page 3)

Georges Boris

Il y eut deux périodes dans la vie de Georges Boris, ou, plus exactement, son activité revêtit deux aspects : il fut journaliste et homme d'action.

Journaliste, il signifia que les prétentions à l'apostolat politique exigeaient la plus stricte moralité. Ce fut le sens de son départ du Quotidien en compagnie d'Aulard, de Bayet, Grumbach, Perceau et du signataire de ces lignes. Avec cette équipe, à laquelle s'adjoignit bientôt Emile Kahn, il fonda La Lumière. Même inspiration dans les deux organes : il se proposait d'affermir la République, de la rendre habitable à tous.

Homme d'action, il se tint auprès de Léon Blum (1), puis de Mendès-France : il avait le goût du conseil autant, sinon plus, que de la décision. Il servit le général de Gaulle à Londres, où il arriva en 1940 après avoir traversé l'enfer de Dunkerque.

Issu d'un milieu bourgeois, Georges Boris découvrit l'injustice sociale. Elle lui parut intolérable, et surtout inadmissible. Il souffrait de l'incohérence du régime capitaliste, de la déperdition des forces, du gaspillage des richesses, de la mauvaise utilisation des individus. Il se détourna de l'économie libérale et des finances classiques : l'orthodoxie, en aucun domaine, ne fut jamais son fait. Il devint socialiste, il le demeura jusqu'à son dernier souffle. Cette fidélité n'est pas si fréquente qu'on ne la signale, chez un homme qui n'avait pas souffert des rigueurs du sort.

Socialiste, il était démocrate. Mais c'est sur le problème social qu'il mettait l'accent. Sa génération avait été moins frappée que la mienne qui avait vécu ses derniers épisodes par la rude et longue bataille de l'affaire Dreyfus, bataille républicaine au premier

chef, et où l'Eglise avait pris le mauvais parti. Laïque certes, Georges Boris. Mais un anticléricalisme virulent le choquait comme une inélégance. Il me souvient de certaines discussions avec notre cher Louis Perceau, qui tenait la rubrique laïque à La Lumière et qui aurait volontiers conclu ses chroniques à la manière de Voltaire : « Ec... l'inf... » (Ecrasons l'infâme...).

Les événements commandent. L'économiste eut à livrer les batailles politiques. Aux instants les plus critiques, Georges Boris assura virilement ses responsabilités de directeur d'un journal de combat. Si d'aventures il n'était pas d'accord sur tel ou tel point de tactique, il laissait ses collaborateurs libres de s'exprimer : j'en puis témoigner, avec quelque regret de cette époque. 6 février 1934, le Front populaire, la guerre d'Espagne, la résistance au fascisme et à l'hitlérisme qui préludait, à travers l'hostilité à Munich, à la résistance tout court. Ce sont les grandes dates de l'avant-guerre — et de La Lumière. On y était ardent jusqu'à l'intransigeance.

C'est l'esprit de résistance qui conduisit Georges Boris chez le général de Gaulle, malgré tout ce qui séparait le socialiste démocrate du chef militaire de formation maurassienne : entreprendre de tirer le pays de l'abîme, tandis que rien ne permettait d'espérer le succès. Il y avait là de quoi séduire. Boris aimait les causes qui paraissaient perdues. Ce fut une de ses caractéristiques de se laisser entraîner par la passion, alors que son abord réservé, parfois distant, ne laissait pas prévoir ces grands élans.

Il s'incorpora à Carlton Gardens. Le général de Gaulle s'appliquait à effacer la honte de l'armistice, et à rendre à la France sa dignité.

Il menait aussi sa politique et se préparait à gouverner : je sais des socialistes et de simples républicains qui, à Londres, s'inquiétèrent des lendemains, et je crains que l'événement ne leur ait donné raison. Boris avait confiance. Mais un jour vint où l'esprit critique, le réflexe républicain lui révélèrent la réalité que la flamme et la fumée de l'enthousiasme avaient pu obscurcir. Lorsque, le 13 mai, il fallut choisir, Georges Boris fut du bon côté. Il revint de Colombey, où il avait tenté un suprême effort, le cœur déchiré, mais résolu. Il fut, avec Mendès-France, de la petite troupe des résistants qui défendait encore une cause qui semblait perdue : la République. Peut-être eût-il plus de mérite que ceux de ses camarades, qui, sur l'esprit républicain du Chef, n'avaient jamais nourri d'illusions.

A partir de ce jour, Georges Boris sentit que tout était à refaire. Il se voua à cette œuvre. Il quitta la S.F.I.O., dont l'âme s'était envolée par les cheminées de Matignon (2). Il refusa de subir la loi des ultras d'Alger, ou de se perdre dans les sables de Suez. Il s'attachait à la rénovation du socialisme, ne reniant rien d'une doctrine plus que centenaire, mais l'adaptant aux faits mouvants. Il se souvenait de la phrase de Jaurès si pleine de sens : « C'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source ». Du même coup, il méditait de rendre aux masses, qui semblaient dominées par les soucis quotidiens, l'amour de la liberté, de cette liberté si maltraitée.

La douleur physique qui, au soir de sa vie, l'accablait, s'aggravait de la souffrance morale : le droit bafoué, les méthodes inquisitoriales, n'était-ce pas la méconnaissance du génie de la France, qui

ne devait répondre à la cruauté par la cruauté, à la barbarie par la barbarie ? Il s'indignait. Il s'étonnait aussi de tant de sottise : car où mènent ces pratiques ? Il comprenait mal la discordance des déclarations solennelles sur l'autodétermination de l'Algérie et de l'inaction qui suivait. Il réagissait. Pas une de nos protestations de la Ligue des Droits de l'Homme qu'il n'approuvât, et pleinement. Au rappel des principes, il ajoutait volontiers une précision utile.

Georges Boris disparaît, comme tant de ses illustres devanciers, avant d'avoir achevé la tâche de progrès humain qu'il s'était assignée. Du moins a-t-il marqué sa trace. Du moins a-t-il avec certitude indiqué la bonne direction, frayé la voie qui doit nous mener à la « CITE HEUREUSE ». Ses camarades de lutte, ses collègues de la L.D.H., son parti, ressentent douloureusement sa perte, survenue au temps où le règne du bon plaisir, le pouvoir autoritaire paradoxalement uni à l'Etat faible, la répression sociale, le désordre international et le chaos algérien rendaient plus nécessaire son effort lucide et courageux que seules sa maladie et sa mort ont arrêté.

Georges GOMBAULT

(1) Léon Blum cumula en 1938 les fonctions de président du Conseil et de ministre du Trésor. Boris fut son directeur de cabinet au ministère du Trésor, André Blumel l'étant, comme en 1936-37, à la présidence du Conseil (N.D.L.R.).

(2) Georges Boris adhéra dès sa fondation à la 4e section du P.S.A. Jusqu'à la fin, il partagea son activité entre le P.S.U., la Ligue des Droits de l'Homme, dont il était vice-président, et les Cahiers de la République. (N.D.L.R.)

UNE "LOI SCÉLÉRATE"

Le pouvoir personnel ne saurait admettre la contradiction. Son acceptation postule un loyalisme sans défaillance et sans murmure. Du haut en bas. A quoi aurait-il servi, en effet, de fabriquer constitutionnellement un gouvernement aux ordres et un Parlement en condition si l'opinion publique avait le droit de se livrer à des manifestations intempestives dont on ne sait jamais, si elles commencent, comment elles finiront ?

La nécessité est donc rapidement apparue de mettre au pas définitivement la Presse. Oh ! dans l'ensemble, le régime n'avait pas à se plaindre d'elle. A parcourir chaque matin ce qu'il est convenu d'appeler la « grande presse », les journaux dits « d'information », on pouvait même se demander à quoi servait désormais cette « liberté de la presse » au nom de laquelle se déclencha, il y a cent trente ans, une révolution : celle qui mit un terme à la monarchie absolue de l'autre Charles : Charles X.

Une muselière

Mais il y avait tout de même, et il y a encore, en marge, quelques journaux, plus particulièrement des hebdomadaires, qui prétendent donner librement leur opinion sur toutes choses. Ils poussent l'audace et le mauvais esprit jusqu'à se refuser à admettre qu'on puisse à la fois encenser de Gaulle et mettre en accusation son féal Premier. Dans ces feuilles insolentes, on ne craint pas, parfois, de dire ce qui — en Algérie ou ailleurs — se passe vraiment et non ce qui en est la version officielle.

Comment mettre fin à ces pratiques inadmissibles dans un système basé sur la garde-à-vous et le petit doigt sur la couture du pantalon ? Des saisies, de plus en plus nombreuses, de plus en plus arbitraires ont eu lieu. On espérait imposer la loi du silence par la menace, car la saisie d'un numéro représente pour un journal une perte importante, écrasante même. C'était, en fait, le chantage à la ruine...

Rien n'y a fait. Le scandale d'une presse qui se voulait libre a persisté. Cela ne pouvait durer : une nouvelle loi sur la Presse est donc en préparation. Elle sera en vigueur, a-t-on annoncé, dès le mois prochain. Il faut

aller vite, en effet, car les événements n'attendent pas. La Troisième avait eu, au lendemain des attentats anarchistes de 1893 ses lois « scélérates » que les Républicains, et plus particulièrement les Socialistes, dénoncèrent dès le premier jour et finirent par abroger. La Cinquième aura la sienne, la loi-muselière qui permettra aux gouvernants tous les mauvais coups contre la liberté d'écrire, la liberté de parole, la liberté de pensée.

Qu'on en juge plutôt : les textes en préparation doivent — à côté de diverses modifications de détail de la loi de 1881 qui légalisait la liberté de la Presse — innover essentiellement sur trois points :

— L'article 25 de la loi de 1881 réprime la « provocation de militaires à la désobéissance ». Cette formule, déjà abusive par l'interprétation qu'en ont souvent faite les tribunaux, serait remplacée par celle de « démoralisation de l'armée ».

— L'article 27 vise la « diffusion de fausses nouvelles ». La nouvelle rédaction abrogerait, en fait, le secret professionnel (séquelle de « l'affaire Arnaud ») et astreindrait le journaliste poursuivi à faire la preuve de sa bonne foi...

— Enfin, le gouvernement et ses représentants, et de façon plus large, tous les dépositaires de l'autorité publique, disposeraient d'un droit de réponse absolu, en première page, en tête du journal.

Est-il nécessaire d'ajouter que la procédure actuelle de la saisie serait par ailleurs « améliorée ».

On voit le but général de cette entreprise scélérate : la presse sera servie ou sera frappée « jusqu'à ce que mort s'en suive ». « La presse ne peut, sous de fallacieux prétextes, faire obstacle aux décisions prises par l'Exécutif », précisait M. Terrenoire, ministre de l'Information, en avril dernier.

Au service du pouvoir

Lorsque la loi aura été votée — doutez-vous qu'elle le soit ? — il ne faudra plus se permettre d'incriminer la toujours inexplicable « disparition » d'Audin, ou les pratiques scandaleuses et criminelles de la torture. Fausses

nouvelles... article 27, prouvez votre bonne foi ! Le tribunal estime que vous ne l'avez pas prouvée : le couperet de la Justice inflexible s'abat. Au suivant...

Il ne faudra pas davantage se croire autorisé à discuter (je n'ose dire : critiquer) tels ou tels actes, tels ou tels aspects de la politique dite « du gouvernement », sinon vos lecteurs auront, chaque fois, le plaisir de lire en première page et en tête, une réponse administrative qui pourra atteindre le double de l'article. Tous les journaux au service du pouvoir : la France, depuis 1830, n'avait jamais vu ça !

Enfin... qu'advient-il de la Tribune, et de moi-même, si demain, une fois la loi en application, j'ose écrire, comme je le pense, qu'à l'égard de chefs factieux, les militaires de tous grades, non seulement sont dégagés de toute discipline, mais ont même le devoir de les mettre hors d'état de nuire ?

Nous dira-t-on que cette affirmation conforme au rôle que doit jouer l'Armée dans la Nation et à toute la tradition de la République française, vise à la « démoralisation de l'armée » et doit être impitoyablement châtiée comme telle ? C'est possible. En politique aussi, il y a une « nouvelle vague », et la loi nouvelle est portée par son flot.

Du temps qu'il y avait une République, l'Armée ne se permettait aucune incursion dans les affaires du pays. « La France, disait alors à la tribune de la Chambre (après la guerre de 1914 et en réponse au général de Currières de Castelnaud), un député modéré, doit avoir l'armée de sa politique et non la politique de son armée ».

L'Armée, et elle portait ce titre avec discipline et non sans quelque orgueil, était « la Grande Muette ». Il n'en est plus ainsi. Les services psychologiques et les popotes n'acceptent plus que la France ait « l'armée de sa politique ». La « Grande Muette », depuis le 13 mai, bavarde, discute, impose...

Le vocable est devenu vacant. La Cinquième, si elle réalise ses mauvais desseins, aura elle aussi sa « grande muette » : la Presse...

Ch. LUSSY

Nouvelle étape dans l'affaire CHEYROUZE

Condamné, le 19 mars, à dix-huit mois de prison, avec l'obligation d'effectuer le service militaire à la sortie, Henri Cheyrouze avait obtenu, le 31, une remise de peine, mais il était à nouveau condamné le 26 juillet, malgré la chaleureuse plaidoirie de M. Sarda — impuissant devant un tribunal militaire — à deux ans de prison. Commentait alors une nouvelle grève de la faim. Mme Cheyrouze écrivit au Président de la République. La Présidence a répondu dans les termes que voici :

« Le Président de la République a pris connaissance de votre lettre du 11 août, et s'est fait rendre compte des mesures que le ministre des Armées s'efforcera de mettre en œuvre pour que la situation particulièrement pénible que vous décrivez dans votre lettre ne se prolonge pas. « Le conseiller technique du Secrétariat général : B. Tricot. »

Henri Cheyrouze, au bout de vingt-trois jours de grève de la faim a repris progressivement de la nourriture. Cependant, si d'ici un certain nombre de jours rien de nouveau n'est intervenu, il est prêt à recommencer pour la cinquième fois la grève de la faim. Mais déjà, le 3 juin, des amis de Cheyrouze avaient obtenu d'un membre du cabinet du Premier ministre des Armées, l'assurance renouvelée le 22 juin que Cheyrouze serait bientôt libéré. Quand donc se décidera-t-on à fixer un statut aux objecteurs de conscience ? Après la mort de Cheyrouze ?

LIBERTÉ POLITIQUE AU DAHOMEY

Le secrétaire politique du Parti de la Révolution Socialiste, M. Faustin Bidouzo, a été arrêté au début du mois d'août par la police dahoméenne à l'aérodrome de Cotonou, alors qu'il arrivait de Guinée où le P.R.S. avait une section. Il était porteur d'une brochure ronéotypée appelant les partis politiques, les syndicats et les travailleurs du Dahomey à la « vigilance révolutionnaire ». Malgré l'aggravation du titre, cette brochure, qui ne contient aucune attaque et ne menace nullement le gouvernement du Dahomey, se contente de proposer quelques mesures d'urgence d'ordre administratif, économique et politique, visant à « l'indépendance nationale totale ». Un premier juge avait estimé que le port d'un tel document ne suffisait pas à justifier l'arrestation de M. Bidouzo. L'affaire fut alors confiée à un juge moins scrupuleux.

Mis au secret, M. Bidouzo protesta en entreprenant une grève de la faim qui devait nécessiter son transport à l'hôpital de Cotonou.

Médecins - Sécurité Sociale

UN BILAN PROVISOIRE

LE profane qui tente de suivre l'évolution du conflit médecins-Sécurité Sociale est soumis à un véritable régime de douche écossaise. Aussi, pour échapper à la confusion, il paraît nécessaire de rappeler les événements marquants de ces deux derniers mois. Comme dans une bonne pièce de théâtre, chaque acte même une reprise, un rebondissement de l'action.

● 1^{er} acte : la détente. La Confédération des Syndicats médicaux et la Fédération Nationale des Organismes de Sécurité sociale (F.N.O.S.S.) signent un accord national portant sur les clauses additionnelles à la convention-type. Des concessions importantes ont été faites de part et d'autre. Le climat s'améliore; le communiqué en commun exprime l'espoir « d'ouvrir ainsi la voie vers une collaboration qui ne peut être que favorable à l'intérêt des assurés sociaux »

Langage nouveau: depuis les quelque 15 années qu'existe la Sécurité sociale, il n'a jamais été possible de « collaborer », tout au moins sur le plan national.

● 2^e acte : durcissement de certains médecins. « Nombreux sont les médecins qui ont estimé inacceptable la convention complémentaire signée entre la FNOS et les dirigeants de la Confédération... Ces derniers n'auraient pas dû l'engager sans procéder à une consultation des intéressés, c'est-à-dire des médecins. C'est pourquoi une cinquantaine de ceux-ci, présidents ou secrétaires de syndicats ont décidé de se réunir pour former un groupe... » C'est ainsi qu'est annoncée la formation du G.I.D.O.M. (groupement intersyndical de défense et d'organisation de la médecine). Objectifs du G.I.D.O.M. : infléchir la politique syndicale dans un sens plus « dur », s'opposer à certaines « prétentions » de la Sécurité sociale, notamment en ce qui concerne la notoriété et la médecine du groupe.

— Dans le même temps, les négociations engagées dans la Seine échouent. La définition de la notoriété proposée par la Chambre syndicale est telle « qu'elle permettrait à 80 ou 90 % des praticiens de réclamer aux assurés des honoraires inférieurs aux tarifs ».

● 3^e acte : riposte de la Sécurité sociale. Dans la Seine, le texte de la convention complémentaire est envoyé aux médecins par la Caisse régionale. Les conventions individuelles sont autorisées, les adhésions de médecins aux conventions-types deviendront possibles dans d'autres départements.

Tandis que certains groupements de médecins publient des communiqués menaçants pour les praticiens qui accepteraient de signer, le syndicat des médecins de la Seine annonce un référendum parmi ses adhérents.

● 4^e acte : la division du corps médical. Le conflit accentue les luttes à l'intérieur du Corps médical. Le groupement pour une médecine moderne (G.E.R.M.M.) qui rassemble les partisans d'une réforme permettant d'adapter la médecine aux réformes actuelles de la vie locale et médicale, annonce sa volonté, dans le cas où le référendum de la Seine ne serait pas organisé avec la clarté nécessaire, de créer un syndicat de médecins signataires. De son côté le G.I.D.O.M. va s'opposer dans la mesure de ses forces à tout accord.

Un syndicalisme de têtes

Pour comprendre la violence avec laquelle les organisations médicales s'opposent à un accord, il paraît indispensable de rappeler la structure du corps médical. Les médecins français échappent par certains côtés au droit commun. Ils sont soumis à une juridiction ordinaire. L'Ordre dispose sur eux de pouvoirs étendus, pou-

vant aller jusqu'à la radiation. Un praticien radié ne peut plus exercer.

Or, l'Ordre des médecins, ainsi qu'une bonne partie des syndicats médicaux, sont dirigés par des praticiens de haut niveau : Professeurs, médecins des hôpitaux, grands consultants, grands spécialistes, etc... Les dirigeants syndicaux n'ont pas forcément des intérêts parallèles à ceux de la masse d'omnipraticiens qui forment la base de la profession. Mais il faut un courage assez grand au médecin de banlieue ou de province pour s'opposer à ceux qui règnent sur l'Ordre

Les barèmes proposés par la Sécurité sociale ne semblent pas léser majoritairement des praticiens. Mille francs la consultation, treize cents francs la visite, cela correspond grosso modo aux tarifs appliqués à l'heure actuelle. Par contre, dès le moment où le malade est obligé de s'adresser à de grands spécialistes, les honoraires deviennent incertains. La plupart d'entre eux fixent arbitrairement le montant d'une consultation. Il est hors de doute que la fixation d'un barème limite va considérablement les gêner. A cela s'ajoute que la nouvelle réglementation oblige le médecin à inscrire le montant de ses honoraires sur la feuille de maladie autrement dit, à dévoiler ce montant au fisc.

Bien entendu, ce n'est pas ces arguments qui sont mis en avant par les opposants irréductibles à un accord. Les jusqu'aboutistes affirment lutter contre « la fonctionnarisation de la médecine »; ils veulent maintenir « le libre choix du malade », « la discussion de gré à gré sur le montant des honoraires ». Sans doute d'ailleurs, certains croient sincèrement à ces mots d'ordre.

Les médecins divisés

De plus en plus nettement, les tendances, latentes qui existaient à l'intérieur du corps médical se dévoilent et s'affirment. A droite, le réactionnaire G.I.D.O.M., refuge des médecins traditionnels : pour eux, rester dans la tradition c'est s'opposer aux réformes actuelles avec la même vigueur que, dans les années 1930, leurs aînés s'opposaient aux Assurances sociales. Toute évolution est nuisible : pas de médecine à plein temps dans les hôpitaux, pas de centres de soins, pas de médecine de groupe. Chaque tentative d'organisation est dénoncée comme un début de fonctionnarisation. Le moindre contrôle apparaît comme une brimade. C'est à eux que l'on doit les menaces violentes contre les médecins conventionnistes, les « jaunes ». Il est curieux de constater, d'ailleurs, combien ces adeptes acharnés de la liberté adoptent facilement la contrainte à l'égard de ceux qui manifestent la moindre divergence avec leurs positions.

A l'opposé, les médecins du G.E.R.M.M. : les structures actuelles de la médecine ne correspondent plus, ni à l'évolution scientifique et technique, ni à l'évolution sociale. Il faut réformer la médecine, son enseignement... Le progrès ne va pas vers une fonctionnarisation, mais vers une organisation volontaire. Les quelques exemples de médecine de groupe réalisés jusqu'ici leur semblent probants.

Entre le G.I.D.O.M. et le G.E.R.M.M., la grande majorité des médecins reste encore passive. On fait la grève parce qu'il faut la faire, parce qu'il faut obéir au syndicat; on évite de s'engager trop loin. Les problèmes soulevés de part et d'autre sont importants, certes, mais il faut du temps pour les étudier. Or, avec le travail, avec les trop nombreuses revues qu'on doit lire pour être au courant, il ne reste guère de place pour penser à l'avenir de la profession. Peut-être que les polémiques actuelles réveilleront les indifférents.

Lucien RIOUX

Une lutte sans merci

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

dence désormais bien établie, ne parviendraient plus à masquer la faillite du système qui, imposé par les factieux du 13 Mai, n'a pas voulu ou pas su se libérer de leur joug. Nous annoncerons-t-on pendant de longues années encore que des têtes d'Algériens sont tombées à l'aube dans les cours de nos prisons et que des prisonniers français ont été tués quelque part en Algérie? Le fossé de haine va-t-il se creuser davantage? Personne ne prendra donc l'initiative de proposer, comme préface au cessez-le-feu, une trêve de ces exécutions réciproques?

Nous lançons pour notre part cet appel que nous voudrions pathétique. A défaut de la France officielle, le P.S.U., dans lequel des hommes et des femmes de plus en plus nombreux voient un des éléments essentiels de la France de demain, montre ainsi le visage d'une démocratie authentique, fermement décidée à balayer aussi vigoureusement le néo-colonialisme d'un fils décidément bien hésitant que l'archéo-colonialisme de son papa, le néo-capitalisme technocratique que l'archéo-capitalisme « du renard libre dans le poulailler libre ». Tandis que les formations traditionnelles figées dans leurs vieilles formules et atteintes de sclérose intellectuelle perdent toute influence dans une société en pleine évolution, il apporte à la jeunesse des promesses de renouveau dans la liberté. Il m'est agréable de publier, en ce numéro de reprise, un réconfortant bulletin de santé : chaque jour, même en août, le courrier nous a apporté, de nos 90 départements et de l'étranger, des adhésions nouvelles, des abonnements à « TRIBUNE », des lettres d'approbation, des conseils, voire des critiques constructives, tandis que des visiteurs empressés venaient affirmer l'accroissement de notre rayonnement national et international. Les sigles P.S.U. affichés sur les murs des plus petits villages, comme des plus grandes villes, témoignent de notre vitalité, et nous imposent de nouveaux devoirs: un effort encore plus intense de propagande, de recrutement, d'éducation, une lutte sans merci contre la guerre d'Algérie et pour la construction d'une République résolument orientée vers le socialisme.

Edouard DEPREUX.

ARMES ATOMIQUES POUR L'ALLEMAGNE ?

Le gouvernement français reste étonnamment silencieux devant le mémorandum présenté par les officiers généraux de la Bundeswehr à l'issue de la conférence de Kiel en juillet. Problème intérieur de la République fédérale allemande sur lequel on n'a que peu d'informations, laisse-t-on entendre au Quai d'Orsay. Pourtant, il ne fait pas de doute que le texte des chefs de l'armée de l'Allemagne de l'Ouest a une portée internationale. Que contient-il ?

UNE longue analyse de la situation actuelle sert de préambule, la Bundeswehr a pour charge de défendre la liberté du peuple allemand, or cette liberté est menacée par le communisme auquel les armées du bloc oriental donnent de redoutables moyens de pression. Seule la force peut faire reculer ce danger. « C'est dans ce but que la Bundeswehr met sur pied, depuis ses origines, une force de défense. Au cours de cette tâche, trois conditions militaires sont apparues toujours plus fortement comme celle d'une défense efficace : le service militaire obligatoire, l'alliance atlantique et l'armement atomique des forces de couverture ». Le service militaire obligatoire, parce que la guerre moderne exige une liaison permanente entre le peuple et son armée, parce qu'il est nécessaire à la Bundeswehr de posséder des réserves importantes, et qu'« une Bundeswehr à capacité offensive est impensable sans service militaire ». Passons sur la deuxième condition : l'Allemagne fédérale adhère à l'O.T.A.N. et les chefs de son armée considèrent que cette adhésion est une nécessité. C'est surtout le troisième point qui paraît dangereux : « La Bundeswehr doit avoir le même armement spécifique que les forces de couverture alliées... Sinon l'adversaire choisirait comme point d'attaque telle ou telle nation qui se trouve sous la dépendance de ses armes ». Or, « les armes atomiques sont indispensables à une défense aérienne efficace... ».

Que les militaires allemands défendent cette position, cela n'est pas

pour surprendre. Mais leur mémorandum inquiète pour deux raisons :

1^o La réapparition du grand état-major allemand dans la vie politique du pays. Encore que nous soyons mal placés pour juger dans un pays voisin de l'influence de l'armée sur la politique, il est difficile d'oublier le rôle joué, entre les deux guerres, par les dirigeants de la Reichswehr. En outre, la plupart d'entre eux sont d'anciens officiers de Hitler, et on peut se demander si ce texte ne prépare pas de sombres jours pour l'Etat relativement libéral qu'est aujourd'hui la République fédérale.

2^o Mais le danger le plus grave est ailleurs. Depuis toujours, les Soviétiques ont craint le réarmement allemand et les risques qu'il faisait courir. Et voilà que, dans une période où la guerre froide a repris, où les points de friction sont nombreux, l'armée allemande réclame des armes atomiques, approuvée en fait par son gouvernement. On ne sait quel sort l'O.T.A.N. fera à cette demande, mais il se trouvera des hommes politiques occidentaux pour l'appuyer. Récemment encore, une mesure moins importante, mais non négligeable, a été acceptée par l'O.T.A.N. : l'augmentation du tonnage autorisé pour les navires de guerre allemands.

Donner des armes atomiques à l'Allemagne ne sera sans doute pas la cause d'un conflit ouvert, mais la tension internationale augmentera, les chances de désarmement s'estomperont.

L. R.

Notre seule
richesse :
nos lecteurs
Abonnez vous

L'éclatement du MALI

HUIT jours après l'éclatement du Mali, l'opinion publique française ne comprend toujours pas ce qui s'est passé entre Dakar et Bamako. Les thèses en présence sont floues, les invraisemblances criantes.

Il n'est pas encore possible de reconstituer avec précision le mécanisme de la crise malienne ; on trouvera néanmoins, ci-dessous, les grandes lignes des événements.

La création du MALI et l'erreur française

Lorsque, quelques mois après le référendum, des bruits commencent à courir à Paris sur l'éventualité de la création d'un Etat fédéral réunissant quatre Etats de l'ancienne A.O.F. sous l'impulsion du gouvernement sénégalais, la réaction des experts français est défavorable ; à l'époque le gouvernement français appuie toute sa politique sur la personnalité de M. Houphouët-Boigny, partisan de la Communauté « première manière », soutien permanent d'une balkanisation provisoire, adversaire du fédéralisme gauchiste d'un Senghor, lequel n'a répondu oui au référendum que du bout des lèvres. Le regroupement de quatre Etats autour du Sénégal (Sénégal, Soudan, Haute-Volta, Dahomey) risque de faire basculer l'équilibre instable de la Communauté vers le camp des partisans de l'indépendance.

Devant cette éventualité, toute la politique française vise à faire échouer le rassemblement du Mali. Le Dahomey et la Haute-Volta, après avoir participé aux travaux d'élaboration de la future constitution, se retirent purement et simplement ; un moment la France espère que le coup porté au Mali sera pour celui-ci mortel ; or il n'en est rien. Le Sénégal et le Soudan passent outre ; ce sera le Mali à deux, qui demandant l'indépendance quelques mois plus tard, provoquera l'accélération des événements et contraindra M. Houphouët-Boigny à modifier du tout au tout sa position.

La France n'a donc pas réussi à faire échouer le Mali ; elle n'a abouti qu'à le déséquilibrer en laissant seul à seul un Soudan peuplé et pauvre et un Sénégal dépeuplé et riche. Le conflit est, dès cette époque, en puissance dans ce déséquilibre.

L'évolution des régimes

Les conditions de fait vont pousser chacun des pays dans des voies différentes ; le tempérament des hommes va intervenir lui aussi. M. Modibo Keita (Soudan) est grand, extrêmement calme, il est sensible aux qualités organisationnelles des régimes de parti unique et conscient du long chemin à accomplir pour que son pays devienne une nation développée. M. Mamadou Dia (Sénégal), moins politique, est beaucoup plus économique ; c'est l'un des meilleurs économistes noirs de langue française. Il appartient à un pays très marqué par les mœurs politiques de la Métropole et vit à Dakar, très grande ville, occidentalisée au maximum.

Aux deux extrémités du Mali, on tentera de « mobiliser les masses ». Mais l'encadrement du parti unique sera poussé très loin au Soudan alors que le Sénégal n'acceptera pas le parti unique et laissera les chefs de village accepter ou refuser les travaux qui leur seront proposés. La mobilisation civique sera donc davantage réussie au Soudan, le respect des individus plus poussé au Sénégal. Dans le même temps l'évolution économique sera plus favorable au Sénégal qu'au Soudan, le Sénégal bénéficiant du rythme d'expansion de Dakar et du considérable apport des capitaux français. Il existe

un néo-capitalisme au Sénégal alors qu'il n'y a encore rien qu'une organisation politique au Soudan, mais ce dernier, dans sa partie sud au moins, est susceptible d'un large développement agricole. Les jeux ne sont donc pas faits.

Enfin, sur le plan directement politique, il est vrai que les liens entre le Sénégal et la France sont bien plus anciens que ceux existant avec le Soudan ; le Sénégal a été un des premiers pays colonisés par la France en Afrique Noire ; les dirigeants sénégalais ont vécu de longues années à Paris ; un homme comme M. L.S. Senghor a été un parlementaire français comme un autre — et est un poète français d'une qualité exceptionnelle.

Entre deux pays aussi différents, seuls pouvaient exister des liens relativement souples ; mais le Soudan, fort du texte constitutionnel voté, voulait réaliser l'Etat unitaire ; les Sénégalais moins nombreux, plus divisés, sentaient le péril. Qu'on ne s'y trompe pas : la rupture ne date pas de fin août, elle date de la réunion de Bamako, il y a déjà quelques mois. A la fin de la réunion de Bamako tout était déjà terminé, c'est par un miracle — sous la forme d'un compromis confus de dernière heure, précisant que les Soudanais accepteraient que la présidence du Mali soit confiée à un Sénégalais — qu'un accord branlant put être signé. Mais le malentendu n'avait en fait pas diminué ; pour les gens du Sénégal l'acceptation du Soudan constituait une acceptation de Senghor comme président du Mali ; pour les Soudanais ce devait être une potiche et non M. Senghor, par conséquent.

La rupture

Dans la période qui va de Bamako à Dakar, une série de faits viennent durcir l'opposition ; d'abord l'un des quatre ministres sénégalais du gouvernement malien, M. Boubakar Gueye, rallie les thèses soudanaises, ce qui donne à chaque vote 5 voix pour le Soudan contre 3 pour le Sénégal. C'est avec cette majorité qu'aurait été décidé, sur proposition de M. Modibo Keita, un échange d'ambassadeurs entre le Mali et la République Populaire de Tchécoslovaquie ; les ministres sénégalais auraient fait remarquer qu'il s'agissait là d'une décision en contradiction avec l'esprit des accords de coopération technique conclus entre la France et le Mali ; plus tard, la nomination d'un colonel pro-soudanais à la tête de l'armée malienne allait aviver les craintes de M. Mamadou Dia. Dès ce moment tout est consommé et les dirigeants du Sénégal sont décidés à sortir du Mali.

Qu'il y ait eu tentative de coup d'Etat de la part des ministres soudanais, ce n'est pas entièrement prouvé, mais c'est possible ; mais que le Sénégal ait été décidé avant les rencontres de Dakar à sortir du Mali, c'est certain.

En tout cas la déposition des ministres sénégalais était prévue ; l'accession à la présidence de la République de M. Lamine Gueye — et non de M. Senghor —, préparée ; la scission du parti progressiste sénégalais envisagée par M. Doudou Gueye. Ce n'était peut-être pas à proprement parler un coup d'Etat, c'était au moins un changement substantiel de l'équipe dirigeante du Sénégal.

On le voit, le partage des responsabilités n'est pas facile à faire ; peut-être la création du Mali était-elle trop prématurée ; peut-être l'actuelle scission ouvrait-elle la voie à un regroupement plus confédéral que fédéral. C'est le paradoxe de l'Histoire de voir maintenant apparaître M. Houphouët-Boigny en bonne position pour négocier avec tout le monde.

G. SUFFERT.



M. Modibo KEITA Président de l'ex-Mali.



M. L.S. SENGHOR, ce poète descendu dans l'arène.



M. Mamadou DIA, Premier Ministre du Sénégal dissident.

EN moins de trois mois, en tr...
ganisation des Nations Un...
Congo d'abord, où M. H...
Sécurité, est intervenu directement...
mandé que l'O.N.U. garantisse la...
détermination ; au Soudan enfin, c...
l'intégrité du territoire du Mali.
Quel est le sens de cette évol...
sons de cette crise ?

Le G. devance

L'HISTOIRE dira peut-être que l'échec du régime gaulliste date, d'une manière précise, de juillet 1960. Dans une préfecture de banlieue, quatre hommes sont réunis.

Toutes les espérances semblent permises : le G.P.R.A. a accepté l'autodétermination et il a pris le risque de venir à Melun ; les chefs des ultras, désorganisés par l'échec du 24 janvier, ne sont pas en état d'intervenir ; quelques colonels s'agitent encore, mais chacun se rend compte qu'ils ne sont pas en état d'empêcher la volonté du gouvernement français. Si des obstacles demeurent, ils peuvent être franchis.

Ils ne le seront pas. Entre la guerre et la paix, il ne reste plus grand chose, si ce n'est peut-être un certain orgueil du chef de l'Etat qui le conduira à commettre une erreur d'appréciation capitale : puisque le F.L.N. est là, c'est qu'il est pratiquement vaincu. Qu'il s'humilie d'abord et jette son épée. Or, le F.L.N. ne s'humiliera pas et découvrira soudain que loin d'être le suprême recours, le chef de l'Etat est au contraire l'un des hommes les plus opposés, pour le moment, à une réelle négociation. Le seul résultat de Melun sera la fin du « mythe de Gaulle » pour les dirigeants du F.L.N.

Fin du mythe ? Peut-être est-ce trop dire. Soit, de Gaulle ne veut pas la négociation, mais la guerre ne se terminera pas sans une discussion avec la France. Et la France c'est, qu'on le veuille ou non, de Gaulle. Il faut donc le contraindre à changer d'attitude. Il faut l'obliger à dire demain ce qu'il se refuse à exprimer aujourd'hui.

Mais contraindre le chef de l'Etat à négocier, c'est le mettre dans une position telle qu'il n'ait pas d'autre issue. Pour cela, deux voies : poursuite de la guerre, arme essentielle du front, et menace d'internationalisation.

L'offensive d'automne

Il y a quelques jours le F.L.N. s'est donc décidé à franchir ce pas : la situation était, de ce point de vue, favorable. L'O.N.U. était au Congo et l'hostilité dans le monde à la guerre d'Algérie, après l'échec de Melun, était plus forte que jamais. De Gaulle avait annoncé qu'il parlerait le 5 septembre. Pourquoi ne pas le gagner de vitesse, lui ôter l'initiative diplomatique qu'il n'a pas cessé de détenir depuis le 16 septembre de l'an dernier ?

Quel risque y a-t-il ? La presse française a fait mine de se scandaliser devant l'appel du G.P.R.A., comme si l'internationalisation était un fait nouveau ! Elle était, en puissance, contenue dans les bons offices de l'époque Gaillard ; elle était inscrite en filigrane dans les déclarations du général de Gaulle admettant la présence d'observateurs étrangers lors du référendum. Dès cette époque il était évident qu'aucune solution ne serait viable en Algérie qui n'ait reçu auparavant la bénédiction démocratique des grandes puissances.

En lançant le mot d'internationalisation, le G.P.R.A. n'ouvrait donc pas une perspective aussi radicalement nouvelle qu'on a bien voulu le dire. Il commençait simplement son offensive d'automne en direction de l'O.N.U.

Pour un délégué moyen de l'O.N.U., la proposition algérienne est, en effet, raisonnable. Elle reprend l'idée de de Gaulle concernant l'autodétermination et demande simplement à l'O.N.U. d'être garante de la validité du scrutin. Du même coup notre délégué se sent tout prêt à voter contre la France si celle-ci ne fait pas des propositions au moins aussi constructives. On voit quel est donc le but de la proposition du G.P.R.A. : contraindre la France à accepter la négociation ou la faire battre à New-York.

Voilà dans quelle situation se trouve placé désormais le gouvernement français. Il lui faut doubler la mise ou affronter l'O.N.U. La riposte du général de Gaulle ne s'est pas fait attendre ; entre le 23 et le 25 août, la R.T.F. a répété dans presque toutes ses émissions la phrase que le général de Gaulle adressait à M. Khrouchtchev dans une lettre personnelle il y a quelques mois : « L'O.N.U... cette assemblée tumultueuse et désordonnée... ». Cette

ATION DES PROBLEMES AFRICAINS

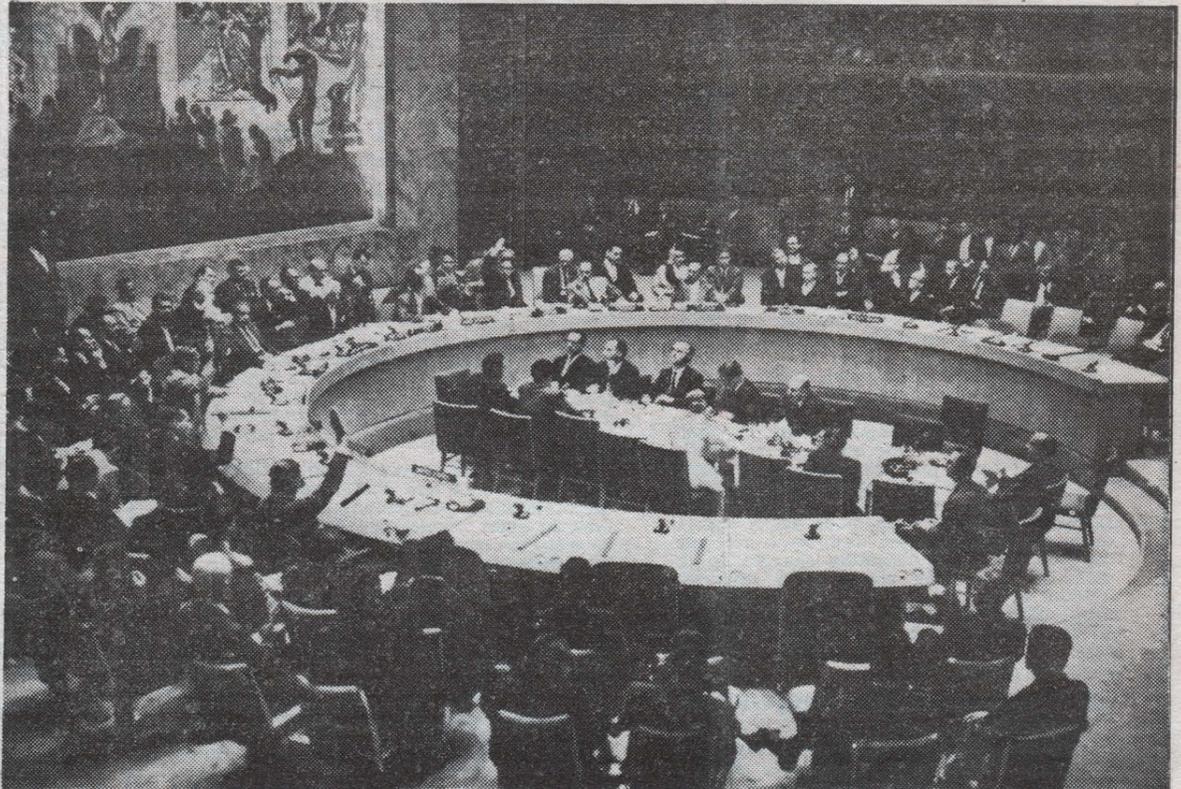
ois points du territoire africain, l'or-
ies a été priée d'intervenir : Au
agissant sur ordre du Conseil de
t; en Algérie où le G.P.R.A. a de-
validité du referendum sur l'auto-
qui a demandé à l'O.N.U. d'assurer
tion brutale ? Quelles sont les rai-

P. R. A. De Gaulle

préparation psychologique était faite à destination
de l'Amérique et de l'Angleterre. Elle voulait dire :
la France ne se laissera pas condamner à l'O.N.U.,
le risque de notre départ doit maintenant être en-
visagé.

Tout est donc en place pour le carrousel de sep-
tembre-octobre. Mais la marge dans laquelle évolue
le général de Gaulle se rétrécit chaque jour.

G. S.



L'O.N.U. cette instance « hétéroclite, passionnée, tumultueuse et désordonnée... »

Pas de CORÉE au CONGO

LE temps n'est plus où les journalistes en mal
de copie ne savaient qu'inventer au cours des
mois d'été. L'Afrique tient la vedette dans tous
les journaux, malgré les longs récits des péripéties
vacancières. Pour le continent africain, hélas ! pas
de vacances. Liberté - Indépendance sont les mots
d'ordre qui parcourent l'Afrique du cap Bon au
cap de Bonne-Espérance, où résonnent, ici et là,
bruits de bottes et détonations.

Les colonialistes semblent triompher lorsqu'ils di-
sent que les puissances capitalistes ont imposé la
paix du conquérant là où ne régnait que l'anarchie
tribale. Le cartérisme serait-il, en définitive, la
seule solution à un colonialisme dépassé ? Voire,
car enfin, s'il faut tirer un enseignement des évé-
nements du Congo, c'est bien à un jugement fâ-
cheux pour les nations tutrices que l'on aboutit.

Sûrs que les populations soumises resteraient
longtemps en léthargie, les colonisateurs ont né-
gligé systématiquement de créer des élites locales
capables de prendre en mains les destinées de leur
pays. Certes, la présence des grandes nations a
mis fin aux conflits internes entre tribus. Mais
alors qu'il eût fallu tenter patiemment de recons-
tituer l'unité africaine (qui existait, sous la forme
de grands empires, il y a plusieurs siècles) en
provoquant de nouvelles élites tournées vers le pro-
grès, les puissances coloniales se sont, au contraire,
appuyées sur les vieux chefs coutumiers, ou —
comme ce fut le cas dans les territoires sous obédience
française — tentèrent de briser les coutumes sans
rien apporter d'autre qu'une administration inadap-
tée, jouant partout de la division et s'appuyant,
la plupart du temps, sur les éléments les plus ré-
trogrades acquis par de larges prébendes.

Le découpage des territoires fut lui-même en
contradiction avec les naturelles répartitions eth-
niques. Mais les colonialistes, munis de solides œil-
lères, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, ne
voulèrent rien admettre de l'immense transforma-
tion qui lentement prenait forme depuis les désas-
treuses guerres de ces vingt dernières années. Si
la France n'a pas compris tout de suite que le ré-
sultat de la guerre d'Indochine sonnait le glas de
toute sa puissance colonialiste, la Belgique, elle,
n'a pas su profiter des expériences françaises en
Afrique noire et blanche. Au demeurant, disons-le
honnêtement, il était déjà trop tard.

Les vraies raisons de la crise

La France avait, timidement mais réellement,
formé dans ses écoles et ses universités, une jeu-
nesse africaine, celle-là qui se pose aujourd'hui en
interlocuteurs valables et qui encadre — encore in-
suffisamment — les populations de l'Afrique noire
francophone. La Belgique, par une aberration in-
imaginable, n'a voulu créer aucune élite politique
valable, affirmant que le Congo belge était le ter-
ritoire idyllique des Africains, véritable exemple à
montrer aux autres pays. Malheureusement pour
elle, le Congo n'était pas une île isolée. Aussi, lors-
que la vague de nationalisme, après avoir recou-
vert les territoires de l'Afrique française, vint bat-
tre les rives du Congo, le roi des Belges prit peur
et accorda, avec précipitation, l'indépendance à ce

territoire qui étaient loin cependant d'avoir la ca-
pacité de se gouverner lui-même, sans aide exté-
rieure.

Tout homme de bonne foi doit reconnaître qu'une
unité nationale ne se manifeste pas impulsivement
et qu'il n'existe pas de création spontanée d'hom-
mes d'Etat. C'est pourquoi on peut se demander
si, derrière ce geste qui se voulait généreux, la Bel-
gique ne supputait pas les difficultés qui ne pou-
vaient manquer de surgir, et qui permettraient aux
colonialistes d'outre-Quévrain de conserver en fait
leurs privilèges d'exploitation. Et puis, entre colo-
nialistes, quel bel exemple à fournir aux collègues
portugais, anglais et Afrikanders. L'origine de la
crise congolaise se trouve, sans aucun doute, dans
les troubles agissements des capitalistes, et ceux-ci
ne sont probablement pas tous belges. Beaucoup
de pages ont été écrites depuis le début des événe-
ments de Léopoldville. Il suffit de souligner, syn-
thétiquement, que l'unité du Congo est indispen-
sable si ce pays veut se libérer des emprises exté-
rieures. Or, le Katanga est la province où se trou-
ve concentrée la grande majorité des richesses du
Congo. Les exportations minières assurent 55 % du
revenu national. De son côté, le Kasai, qui occupe
la position tampon entre le Congo et le Katanga,
fournit 90 % de la production nationale de dia-
mants industriels.

Ainsi, on le présume, il était bien facile pour
les puissantes sociétés capitalistes de favoriser,
pour le compte de la haute finance de Belgique
et d'ailleurs, l'échec d'une indépendance accordée
à la hâte, dans l'impréparation et dans un vérita-
ble climat de luttes tribales.

M. Tschombé tire sa force de l'Union minière du
Haut-Katanga et de la Société Générale de Bel-
gique, entre autres, tandis que M. Kalondji, au
Kasai, joue la carte de l'autonomie pour le compte
des sociétés minières.

Plaquez là-dessus les rivalités tribales entre Lu-
luas et Balubas, les ambitions politiques des chefs,
et vous aurez ainsi approché le problème du Congo:
d'une part des hommes décidés à se battre pour
réaliser un Etat libéré d'un colonialisme qu'ils
haïssent, d'autre part, des chefs qui veulent une
« autonomie contrôlée » afin d'assurer leur for-
tune politique, tout en garantissant les privilèges
acquis. De l'extérieur, on agit arbitrairement le
spectre du communisme, comme si les choses étaient
si simples et comme si l'on n'y avait pas aussi les
« impératifs stratégiques, économiques et militai-
res » qu'il faut replacer dans l'ensemble de l'Afri-
que. Le manichéisme n'est pas une philosophie po-
litique !

Parce qu'il a peur de traiter avec de grands en-
sembles forts, le capitalisme se contraint à « bal-
kaniser » l'Afrique, croyant ainsi pouvoir tirer mieux
les ficelles des marionnettes. Mais il arrive que
les ficelles cassent. M. Lumumba ne veut pas de-
venir une marionnette et il semble décidé à pour-
suivre la construction d'un Congo dans une unité
imposée à tout prix. De là ses excès de langage,
ses attitudes excessives et surtout ses menaces.
Certainement, M. Lumumba n'est pas un diplomate.
Mais s'agit-il de diplomatie lorsqu'on se débat dans
une telle atmosphère de passions déchaînées, aux
côtés de compagnons réticents, et devant une op-

position qui dispose, au Katanga et au Kasai, de
puissants moyens financiers.

Trois solutions

Le premier ministre congolais n'a, en définitive,
que trois moyens pour gagner la partie : l'appui de
l'O.N.U., le soutien du bloc afro-asiatique, et l'aide
ouverte des pays de l'Est. En d'autres termes, c'est
l'O.N.U., Bandoeng, ou le communisme.

Mais Bandoeng, c'est-à-dire le soutien du bloc
afro-asiatique, ne peut ni permettre à M. Lumum-
ba de soumettre les rivalités tribales et les ten-
dances autonomistes du Katanga et du Kasai, ni
lui donner les cadres immédiatement indispensables
et les moyens de reconstruire une économie dé-
membrée.

Une aide des pays de l'Est, c'est à coup sûr, la
vague communiste sur tout le continent africain,
et c'est, indéniablement, la riposte des Etats-Unis
qui scellerait, par delà l'avenir de la Communauté,
la France, la Grande-Bretagne et la Belgique. Et,
dans ce conflit où des hommes croiraient à nou-
veau mourir pour la liberté, on trouverait curieuse-
ment alliés d'autres pays qui ont mis en honneur
chez eux le racisme, la ségrégation et la dictature.

C'est pourquoi il faut se féliciter que, jusqu'à
présent, M. Hammarskjöld ait pu imposer la pré-
sence de l'O.N.U. sur le champ de bataille congo-
lais. On dira peut-être que l'O.N.U. n'est pas conçue
pour régler de telles questions internes ? Elle est
cependant la seule à détenir l'autorité nécessaire
pour proposer — nous ne disons pas « imposer » —
un règlement et assurer la confrontation loyale et
pacifique des tendances opposées. Et jusqu'à pré-
sent, l'intervention de la suprême instance inter-
nationale a réussi à éviter, sur les rives du fleuve
Congo, que se renouvelle la tragédie coréenne.

Mais nous sentons bien où se situe la difficulté :
d'un côté on ne peut laisser les gens s'entretuer
(le sort de Budapest a provoqué des réactions qui
ne sont pas oubliées), d'un autre côté, des nationa-
lismes sourcilieux craignent qu'un intérêt trop
appuyé des Nations Unies au Congo ne crée un pré-
cédent qui se révélerait valable sur d'autres points
du globe où des hommes se battent. Aujourd'hui,
la grandeur n'est pas du seul usage interne et au-
cun pays ne peut vivre « honorablement » à l'écart
de l'opinion publique internationale. L'Afrique sem-
ble devenir, pour l'autorité internationale, un banc
d'essai. L'O.N.U. pourra-t-elle se révéler l'organisme
vraiment capable d'éviter non seulement les guer-
res internationales mais aussi les violents conflits
intérieurs ? Car en fait, toute convulsion interne a
des répercussions internationales; le Congo ex-belge
en fournit la preuve qui s'ajoute au dossier africain.

Pourtant, qu'on ne s'attende pas à voir ce pro-
blème réglé rapidement. L'Afrique est trop riche, et
elle s'éveille au siècle du progrès... et de la violen-
ce. Et la violence est encore la grande accoucheuse
des sociétés nouvelles, d'autant plus que les colo-
nialistes ont encore des intérêts à sauvegarder et
que les puissances financières sont toujours omni-
potentes. Restent la crainte et le raisonnement...

B.-Ad. BENOIST.

★ LA VIE DU PARTI ★

NOTES
DE
LECTURE

LE PARI DU PARTI

Depuis la parution de T.S., chaque semaine, l'administration a publié à cette place (quelquefois nous faisant un grand honneur, la rédaction nous offrait la seconde page), des communications pratiques peu « politiques », ou des listes de souscriptions, hélas ! trop réduites. Ainsi, lentement une sorte de dialogue s'est institué entre les diffuseurs et le groupe de travail qui a pour tâche de mener à bien les « finances » de notre hebdomadaire.

Alors que le journal ne paraissait pas, nous avons tiré les premières leçons, le premier bilan approché de ces cinq mois de fonctionnement. Les résultats, sans être brillants, sont loin de refléter les sombres perspectives que les plus pessimistes d'entre nous osaient formuler : depuis le mois d'avril, le nombre des abonnés n'a fait que croître avec une régularité impressionnante.

Continuera-t-elle de monter, cette courbe, indice de notre bonne santé ?

C'est la question que nous posons à tout le parti, à tous nos sympathisants. Et pour permettre à toutes les sections de multiplier les efforts qui restent à faire pour que le pari que nous avons tous lancé à Issy-les-Moulineaux, AVOIR NOTRE HEBDOMADAIRE, soit tenu, nous avons ouvert cette rubrique. Elle est destinée à recevoir les avis que l'administration chargée de la diffusion doit faire connaître à tous les lecteurs et les suggestions que ceux-ci voudront bien nous envoyer pour aider à faire de notre journal un organe largement diffusé. Ce dialogue indispensable est ouvert à partir d'aujourd'hui.

LE MEMENTO DU DIFFUSEUR

Nous annonçons dans le dernier numéro la publication d'un document essentiel pour permettre d'accroître l'efficacité des sections de ventes et simplifier toutes les besognes administratives qui, pour essentielles qu'elles soient, ne doivent jamais accaparer le temps des militants. Ce document appelé « MEMENTO DU DIFFUSEUR » se présente sous la forme d'une brochure (format 21x27) contenant des feuillets consacrés chacun à une question particulière.

Nous attirons tout spécialement l'attention sur un point très important : beaucoup de sections, voire de fédérations ne nous ont pas communiqué le nom de leur responsable

presse. (Nous aurons l'occasion de revenir très bientôt sur l'importance de cette fonction). Nous ne pouvons adresser le MEMENTO DU DIFFUSEUR à tous nos lecteurs pour la raison évidente qu'il est servi gratuitement, aussi nous insistons tout particulièrement pour que dans les jours prochains, des titulaires soient désignés et leurs noms communiqués.

AMÉLIORER LA DIFFUSION

Les abonnements souscrits depuis le mois d'avril l'ont été par une partie des adhérents mais beaucoup n'ont pas apporté encore à T.S. ce soutien financier. Or, sans être une loi intangible, c'est au militant de soutenir par l'abonnement la presse du parti.

Notre premier slogan sera donc : « Autant d'abonnés que d'adhérents ». Mais ce n'est pas tout.

Chacun sait comme il est difficile de persuader. Chacun sait que les arguments les plus convaincants sont souvent oubliés lorsqu'aucun document n'est laissé à l'interlocuteur. C'est pourquoi notre réseau de vente de T.S. devra s'accroître considérablement si nous voulons jouer le rôle que le parti s'est assigné.

Quant à notre second slogan, « Deux fois plus de lecteurs que d'adhérents », il faut dès maintenant entreprendre à tous les échelons du parti l'étude approfondie de formes de diffusion susceptibles de « prendre » dans les différentes régions et localités.

TRÈS IMPORTANT

Le Bureau National a approuvé la proposition de l'administration de convoquer à Paris les 15 et 16 octobre prochain, la première Conférence Nationale Presse qui groupera, autour de la rédaction et de l'administration les représentants des fédérations responsables de la diffusion.

Au cours de cette importante réunion seront étudiés les moyens propres à améliorer : premièrement l'aspect rédactionnel de T.S., deuxièmement sa diffusion.

Une circulaire parviendra à toutes les fédérations courant septembre contenant les schémas de ces deux discussions. Néanmoins, nous demandons que dès maintenant, en prévision de cette Conférence, les sections fassent parvenir au responsable de leur fédération les remarques et les suggestions qu'elles pourraient formuler.

ARTHUY

Communiqué du Bureau National

Le Parti Socialiste Unifié dénonce la campagne d'auto-félicitations entreprise par le Gouvernement dans le domaine économique et social, alors même qu'aucun des problèmes importants pour l'avenir des travailleurs n'a été réglé et qu'au contraire de nouvelles mesures viennent d'être prises qui réduiront sensiblement leur niveau de vie.

Le Gouvernement parle de stabilité des prix, mais il majore ceux du pain, des pâtes, du métro, des autobus, des trains de banlieue, des loyers, des taxes radiophoniques, des cinémas, et prépare une nouvelle série de hausses en rendant la liberté aux prix de certaines d'articles. Depuis l'avènement de la V^e République, le coût de vie a augmenté de près de 10 %, mais la seule chose que le gouvernement trouve à faire est de truquer les indices de prix, pour différer la hausse du salaire minimum.

Le scandale du marché de la viande n'a jamais été aussi éclatant, le gouvernement laissant les intermédiaires et les bouchers exploiter à la fois les éleveurs et les consommateurs. L'écart entre les cours de gros et les prix de détail des fruits et des légumes s'est encore accru, sans qu'un geste soit esquissé par les pouvoirs publics pour limiter cette spéculation.

Et tandis que le pouvoir d'achat des salariés est encore — de l'aveu même des services officiels — inférieur de 5 à 6 % à celui d'il y a trois ans, le gouvernement s'acharne à empêcher par tous les moyens la hausse des salaires et à bloquer les prestations familiales.

Aussi, le P.S.U. appelle-t-il les travailleurs à s'unir et à intensifier leurs efforts pour arracher au patronat et au gouvernement qui l'appuie les hausses de salaires et de prestations familiales que permettent les taux records de profit et l'excédent des trésoreries des caisses.

Le P.S.U. réclame d'autre part une relance rapide de l'activité économique par la mise en œuvre immédiate d'un programme supplémentaire d'investissements publics.

Dénonçant enfin l'impuissance du capitalisme à assurer la reconversion des industries en perte de vitesse (charbonnages, chantiers navals...) et la carence du gouvernement devant le chômage qui en résulte déjà et va aller en s'aggravant dans ces secteurs, il appelle les travailleurs à exiger des pouvoirs publics les mesures nécessaires à la réalisation du plein emploi par l'implantation d'industries nouvelles dans les régions affectées par la crise.

Le stage national de Formation

Le premier stage national de formation et d'étude du Parti Socialiste Unifié commence le samedi 3 septembre dans la région parisienne.

Economie, sociologie, histoire, pratique politique constituent l'essentiel du programme des militants délégués à ce stage par leurs Fédérations.

Il conviendra en tout cas d'analyser soigneusement les résultats obtenus pour développer sans tarder, dans l'ensemble des Fédérations, cet important secteur d'activité du Parti.

Correspondances Municipales

Au sommaire du N° 8, traitement de l'Équipement sanitaire et Social :

- L'organisation administrative.
- L'organisation hospitalière.
- Le Conseil Général et l'Aide Sociale.
- L'action Sociale des Caisses d'Allocations familiales.
- Perspectives sociales en milieu rural.
- Le Bureau d'Aide Sociale.
- L'Assistance Sociale.
- Le Centre de diagnostic et de soins.
- L'Aide aux personnes âgées.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

Prénom

Adresse

déclare souscrire un abonnement de :

Soutien 30 NF
Un an 19 NF
6 mois 10 NF
3 mois 5 NF

54, bd Garibaldi - PARIS (15^e) - C.C.P. 58-26-65

TRIBUNE SOCIALISTE

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Rédaction : 8, rue Henner, Paris-9^e.
Tél. FIG. 35-54

Administration : 54, Bd Garibaldi, Paris (15^e). Tél. SUP. 19-20-19-21.
Versements à Tribune Socialiste :
C.C.P. 58-26-65

54, boul. Garibaldi, Paris (15^e)
L'exemplaire : 0,40 NF

Abonnement de soutien .. 30 NF

» 1 an 19 »

» 6 mois 10 »

» 3 mois 5 »

Etranger, 1 an 30 »

Par avion : Europe et Afrique du Nord 50 »

Par avion : autres pays.. 85 »

Pour tout changement d'adresse envoyer 0,50 NF en timbres-poste et la dernière bande.

Réunion de la Commission Nationale Agricole du P.S.U.

● Première réunion, le vendredi 9 septembre, à 21 heures, au bureau de Tanguy-Prigent, 11, square de la Porte de Vanves, Paris-14^e (Lec. 33-13, 9^e étage, première porte à droite en sortant de l'ascenseur).

● Deuxième réunion, le samedi 10 septembre, même heure, même local.

Ordre du jour

1) Discussion sur l'organisation des réunions, des travaux, des études, de l'action au cours de l'année politique 1960-61.

2) Structure, composition, mission exacte.

3) Correspondants fédéraux, commissions agricoles fédérales.

— 0 —

Des convocations sont envoyées aux camarades dont nous avons les noms. Mais les réunions seront ouvertes à tous ceux qui pourront venir, non seulement à ceux qui s'intéressent plus particulièrement aux problèmes agricoles et ruraux, émis aussi à ceux qui se penchent sur les questions d'organisation des marchés, des circuits, de la distribution, de l'alimentation, etc...

Notre souci est précisément d'éviter le cloisonnement impératif, les différentes et toujours fâcheuses formes de l'« Agrarisme ».

TANGUY-PRIGENT.

SECTIONS ET FÉDÉRATIONS

● CHER. — Constituée le 8 avril 1960, la Fédération du Cher du P.S.U. a déployé depuis lors une activité ininterrompue tant pour promouvoir le développement du parti dans le département que pour animer une action politique plus particulièrement en fonction de la conjoncture.

Depuis la constitution de la Fédération, la Commission exécutive s'est réunie deux fois ; cinq sections ont été mises en place (y compris celles de Bourges, de Vierzon et de Saint-Amand) et huit réunions d'information ont été tenues à Lignières, Aubigny-s/Nère, Saulzais-le-Potier, Dun-sur-Auron, Sancerre, Nérondes et La Guerche-s./L'Aubois.

Largement représentée dans les comités de coordination constitués à l'échelon départemental en vue de la promotion d'une politique de paix en Algérie, la Fédération du Cher du P.S.U. a participé de façon étoffée aux diverses manifestations organisées pour la paix en Algérie à Bourges, Vierzon et Saint-Amand.

Enfin, l'étude des grands problèmes économiques et sociaux est menée au sein de sous-commissions spécialisées de la Commission exécutive fédérale : une enquête, fondée sur la large diffusion d'un questionnaire, est actuellement en cours en ce qui concerne les questions agricoles.

● EURE. — La Fédération communique l'adresse des principaux responsables :

Secrétaire fédéral : Racape, La Haye-Malherbe.

Secrétaire fédéral adjoint : Bourdiol, 18, allée des Pénitents, Vernon.

Secrétaire administratif : Marouby, 17, rue de l'Hôtel-de-Ville, Louviers.

Trésorier fédéral : Paton, 2, rue de l'Europe, Evreux.

Trésorier fédéral adjoint : Vassault, chemin de Nétroville, Gravigny.

● TARN. — La Fédération du Tarn vient de subir la perte d'un de ses camarades et militant les plus actifs, Lucien Cabot, âgé de 52 ans, secrétaire de l'Union locale C.G.T. d'Albi depuis plusieurs années, mort dans un accident de voiture le 26 juillet 1960.

● YONNE. — La section d'Auxerre présente ses condoléances émues à son secrétaire fédéral, Michel Domont qui a récemment perdu sa mère.

LES H.L.M.

par E. Cricelli et J. Bouret (Editions de l'Actualité juridique. - 23 NF).

Les H.L.M. font partie de ces institutions mal connues. Une législation abondante, une réglementation touffue, une difficulté certaine pour se documenter rebutaient le profane comme le militant soucieux de se documenter. L'ouvrage de MM. Crivelli et Bouret comble une importante lacune et permet d'y voir clair parmi les 550 textes législatifs ou réglementaires publiés et codifiés depuis 1894.

Il s'agit d'un manuel exposant clairement l'activité des différentes branches des H.L.M. (offices publics, sociétés anonymes, sociétés coopératives, sociétés à crédit immobilier) et se donnant pour objet essentiel de fournir au lecteur des informations pratiques.

C'est assez dire qu'un tel livre nous paraît indispensable à tous les militants préoccupés du problème du logement, que ce soit nos camarades des associations familiales ouvrières, des amicales de locataires ou des syndicats.

Outre l'analyse des textes, ils trouveront dans ce document des études sur le fonctionnement des organismes H.L.M. sur le plan juridique, administratif, technique.

xxx

HISTOIRE DE MADAGASCAR

par Hubert Deschamps (Editions Berger-Levrault, Mondes d'outre-mer. - 19,50 NF).

Dans cette même collection, nous avons déjà eu l'occasion de signaler l'excellente Histoire du Togo. Voici que paraît une Histoire de Madagascar, due à Hubert Deschamps, gouverneur de la France d'outre-mer.

Paradoxalement, ce sont les deux premières parties de l'ouvrage qui sont les plus attachantes, les plus passionnantes. La troisième, que nous pouvons situer dans la période contemporaine (depuis 1945), nous a déçus.

Les différentes thèses du peuple de l'Ile nous sont exposées avec clarté, et une hypothèse se propose d'en résoudre les contradictions. Du Moyen-Age à la conquête, nous assistons à la création de l'unité de l'Ile, à son développement, à son rayonnement. La conquête est relatée avec un évident souci de vérité. Mais il est regrettable qu'une attention plus grande n'ait pas été donnée aux événements contemporains et que l'auteur ait presque glissé sur la monstrueuse provocation-répression de 1947. De même, les problèmes politiques, l'analyse des forces sociales, économiques et religieuses de Madagascar est, à notre avis, trop sommaire. De ces derniers chapitres, nous retirons l'impression que l'auteur a fait preuve d'une certaine prudence. Néanmoins, un livre à lire.

L. H.

L'art de renseigner les lecteurs

Antonin Blondin a été élu Conseiller général d'Aix-en-Othe par 1.163 voix contre 1.010 au candidat de droite, le 10 juillet, au deuxième tour de scrutin. La presse et la radio ont baptisé S.F.I.O. Blondin qui avait bénéficié des désistements du candidat communiste et de notre camarade Vernier. Or, Blondin, candidat de l'Union des Gauches, n'est pas membre de la S.F.I.O. et s'est déclaré hostile à la politique de ses dirigeants, et résolu à ne point y adhérer. Le Secrétaire de la fédération S.F.I.O. de l'Aube dans un article de Libération-Champagne du 11 juillet a reconnu que Blondin « n'avait jamais été inscrit » à ce parti. Blondin a remercié par écrit la Fédération P.S.U. de l'Aube du concours utile et décisif qu'elle lui avait apporté.

Songeant à l'Occident mais fidèle à l'alliance soviétique

LA POLOGNE VA-T-ELLE VERS UN SOCIALISME HUMANISTE ?

DE vastes avenues, des façades plates et monotones à perte de vue, une absence totale d'affiches et de publicité, c'est Varsovie 1960. « Ce n'est pas parfait, nous l'un des architectes de la ville, mais cela est. » Car c'est l'existence même de la capitale polonaise qui était en jeu. Le 11 octobre 1944, le gouverneur allemand de la ville avait reçu l'ordre de « pacifier Varsovie, c'est-à-dire de la rendre plate comme le sol ». C'était la punition de l'insurrection du 1^{er} août : pendant 63 jours les Varsoviens attaquèrent les Allemands retranchés dans la ville.

Toute la population de la rive gauche de la Vistule — c'est-à-dire la ville elle-même, — fut évacuée et déportée. En 1939, la capitale comptait 1.300.000 habitants. En 1945, plus de 700.000 étaient morts, près de 200.000 blessés. Systématiquement, les Allemands rasèrent la ville : lance-flammes, dynamite, bulldozer, quartier par quartier, bloc par bloc, immeuble par immeuble.

Le 17 janvier 1945, jour de la libération par les troupes russes et polonaises, il ne reste pas une âme dans la capitale. De l'autre côté de la Vistule, dans le quartier ouvrier de Praga que les Russes occupent depuis longtemps, on compte encore 140.000 habitants. Il n'y a plus ni pont, ni eau, ni gaz, ni électricité, ni égouts. Tout a été dynamité. Les quelques maisons qui n'ont pas eu le temps de sauter — 7 % — sont minées. Et pourtant, les Varsoviens dispersés reviennent. Sous la neige, ils habitent les ruines, les caves. On ne distingue plus les rues. Et tout le monde se met bénévolement au travail : il faut déblayer 20 millions de mètres cubes de débris.

Aujourd'hui, la population atteint 1.200.000 habitants et la ville est trois fois plus étendue qu'avant guerre, avec ses usines — industrie automobile et de précision — ses espaces verts et ses nouvelles habitations. La densité par pièce est encore élevée : 2 contre 0,6 à Paris. Mais 10.000 personnes seulement sont mal logées dans des « taudis », ceux des anciens quartiers non détruits. Une stricte égalité préside à la construction et à la distribution : tous conçus selon les mêmes normes, de qualité et de confort, aucun appartement n'excède 3 pièces.

Et pourtant, les Polonais se sont offert le luxe, en dépit de la nécessité, de l'urgence et du manque de fonds, de reconstituer les deux plus anciennes places de Varsovie — le Vieux Marché et le Nouveau Marché — avec leurs maisons du XVI^e et XVII^e siècles aux façades peintes, et la rue Nowy Swiat aux belles façades des XVII^e et XVIII^e siècles. Ainsi, Varsovie a retrouvé sa Vieille Ville, son passé, ses traditions. Varsovie est ressuscitée. « La reconstruction de la vieille ville était une nécessité, nous explique l'architecte qui nous montre les remparts gothiques retrouvés. Il fallait faire renaître les formes anciennes à la même place, afin de transmettre à nos enfants l'image du passé. »

Si nous avons insisté sur cet effort qui nous semble si important, c'est pour montrer qu'en dépit des nouvelles formes politiques, des structures nouvelles, l'individu n'a pas changé. Et ce qui fait la Pologne d'aujourd'hui, c'est bien le tempérament des Polonais, patriotes, généreux, bagarreurs, frondeurs, artistes, pétris d'humour et de fantaisie, violents, croyants, acharnés, travailleurs, individualistes, anarchistes, et gais. Une telle somme de privations, de travail et de gaieté malgré tout n'est possible que chez un peuple où Chopin reste, pour l'ouvrier comme pour le professeur, le héros national. Rien n'a pu entamer sa joie de vivre : ni les 6 millions de morts, ni les dures conditions de la vie matérielle, ni la période « stalinienne ». C'est ce qui explique et « l'Octobre 56 » et l'extraordinaire liberté de ton de tous les Polonais, jusques et y compris des responsables de stricte obédience communiste. (Le mot n'est d'ailleurs jamais utilisé, et je n'en use ici que par habitude française. La terminologie en Pologne est autre, et révélatrice : régime socialiste et Parti ouvrier.)

Deux principes qu'on ne remet pas en question

Il semble qu'on ait commis l'erreur à l'étranger et en France, depuis 1956, de croire que l'explosion d'octobre et la poussée de fièvre des deux années qui ont suivi remettraient en question les principes mêmes du socialisme. Tout ce qui nous a frappé, au cours de nos multiples rencontres avec des gens de tous milieux et de toutes appartenances politiques, catholiques y compris, c'est que chez les plus mécontents, les plus critiques, les plus violents ou les plus ironiques, les deux principes de l'alliance avec l'U.R.S.S. et du socialisme, restaient inébranlables. Chacun reconnaît que la situation est irréversible et qu'aucun autre système n'est capable de faire face aux besoins du pays. Mais avec la même conviction profonde, chacun condamne le « stalinisme » qui reste pour les Polonais l'une des périodes les plus noires de leur histoire.

Le socialisme actuel, qui est profond et sincère, ne veut plus s'imposer par la force, mais cherche à s'instaurer par la conviction. Ce peuple de croyants et d'individualistes tout à la fois s'est fait à cette idée originale d'un socialisme « libéral », humaniste, pour employer l'expression même d'un membre du Comité central, basé sur le respect de l'individu.

Conforme à la nature de l'homme polonais, cette formulation rejoint souvent celle des chrétiens progressistes de France, ou des socialistes les plus authentiques. Ce n'est pas un hasard si la fondation

d'un mouvement socialiste rénové en France suscite un grand intérêt en Pologne.

Si le principe du socialisme est admis de tous, est-ce à dire qu'il ne pose plus de problèmes ? Certes non. Parti ouvrier, Parti Démocratique et « sans partis » sont tous d'accord sur ce point : le problème n° 1 demeure l'édification du Socialisme. Les seules divergences portent sur les méthodes. Mais comment ignorer la lenteur avec laquelle les masses rurales évoluent ?

Le problème est d'autant plus grave en Pologne que ce sont les habitants des villes qui ont subi les plus lourdes pertes du fait de la guerre, et que la presque totalité des 6 millions de morts sont des citoyens, c'est-à-dire les masses les plus préparées à la socialisation. Ces morts ont été remplacés par des paysans que l'on a fait venir dans les usines, mais qui n'en ont pas acquis pour autant une conscience ouvrière. Si bien que le problème de l'édification du socialisme se pose non seulement dans les campagnes — ce qui est bien évident — mais aussi dans les villes et dans les usines les plus modernes, celles dont la main-d'œuvre est entièrement rurale.

« Sur ce plan, on ne peut pas dire que tout va bien, on ne peut pas dire que tout va mal », nous déclarait Roman Werfel, un vieux communiste, secrétaire général du Comité Départemental de Bassi-Silésie, le pays des mineurs. Tout est fonction du niveau d'éducation, de la formation professionnelle des cadres. Le rôle des conseils ouvriers est très inégal : le problème est sociologique. 7 millions de paysans dans l'industrie, 10 millions de personnes déplacées, voilà des données humaines dont il faut tenir compte. Actuellement, nous nous préoccupons de l'« activation » de la classe ouvrière, qui reste encore trop souvent passive. Mais tout se fera en son temps. »

De son côté Starewicz, chef du bureau de presse du Comité Central, insiste sur cette même idée. « L'édification du Socialisme ne se fera que par la transformation des structures rurales, nous dit-il. Les Allemands de la République populaire ont terminé la collectivisation. Ils nous reprochent notre retard. J'en ai discuté récemment avec eux lors de la rencontre de Magdeburg. Eu égard à la discipline des Allemands, c'était pour eux chose possible. Nous avons choisi la voie lente. Le nouveau système des Cercles Agricoles doit convaincre, non pas contraindre. Et dans dix ans peut-être, nous espérons que la moitié de la Pologne aura ses coopératives agricoles librement consenties. »

La tentation de l'Occident

Le premier mot de la langue polonaise, c'est « co-existence ». Un grand espoir est né : que l'on sorte de ce cercle, de ces frontières, de ces blocs. Que l'on vive en paix et en liberté. Les Polonais restent hantés par la guerre, les destructions, les massa-



M. Gomulka, secrétaire général du P. C. polonais : un durcissement certain.

ces et la paix reste leur bien le plus cher. Mais ils ont une terrible nostalgie de cette Europe interdite, ou presque. Non tant pour des raisons politiques qu'économiques. Tout le système tourne autour de l'U.R.S.S. et des républiques populaires voisines. Pour aller en Europe occidentale, un passeport coûte 15.000 anciens francs lorsqu'il est accordé, et aucune sortie de devises n'est autorisée. Mais de plus en plus des missions officielles d'intellectuels, de techniciens, d'étudiants sont envoyées en France, en Angleterre et des échanges scolaires se font plus nombreux. Quoique la langue russe soit obligatoire à l'école, on parle énormément français en Pologne. Non seulement, comme autrefois, dans la classe des intellectuels, mais les 40.000 mineurs réémigrés de France et de Belgique, dont les enfants sont allés à l'école à Dourches ou à Carcassonne, perpétuent cette tradition et entretiennent un climat très amical aux Français dans les milieux ouvriers.

Tout ce qui vient de France intéresse et passionne. Les Etats-Unis intriguent, l'Angleterre attire. Seule l'Allemagne inquiète vraiment.

Les difficultés sont grandes d'activer les échanges commerciaux, de sortir d'un système économique étroit. Et pourtant, du Ministre de l'Economie au Ministre des Affaires étrangères, chacun espère l'établissement d'un circuit mondial, d'un marché vraiment international.

La Pologne regarde vers l'Ouest mais a conscience d'être de l'Est. En fait, elle est surtout socialiste et européenne, de cette grande Europe qu'il faudra bien construire un jour. Parce qu'elle est attirée par l'Occident, mais fidèle à son alliance, à son appartenance orientale, elle a plus que toute autre nation besoin de la coexistence et de la paix.

Cependant on assiste depuis quelque temps à un inquiétant raidissement de la politique libérale du Gouvernement Gomulka. Le durcissement en U.R.S.S. provoqué par les dissensions entre Pékin et Moscou, la tension internationale qui suivit l'échec du « Sommet », la méfiance grandissante de Gomulka pour ses anciens compagnons qui ne se privent pas de critiquer et de discuter ses décisions, son inquiétude, enfin, de se voir débordé ou rappelé à l'ordre par Moscou provoquèrent en lui un revirement qui s'esquissait dès 1959. Mais aujourd'hui, le retour des Natoliniens au pouvoir comme Tokarski à la vice-présidence du Conseil (qui était en 1956 ministre de l'Industrie au moment des émeutes de Poznan) et surtout de Witaszewski, ancien adjoint de Rokossowski au ministère de l'Intérieur et de la Sécurité montre plus qu'un raidissement : un véritable tournant dans la politique polonaise. La censure est de plus en plus efficace et complète sur la presse. Et rappeler à la « vigilance », leitmotiv dans le Parti et dans les journaux n'est pas fait pour apaiser.

Le temps où le Communisme polonais avait trouvé un style original conforme au tempérament national est-il révolu ?

Simone LACOUTURE